

Affaires et Politique riment toujours!

L'engagement massif des hommes d'affaires en faveur du parti au Pouvoir déséquilibre-t-il le jeu politique ?

L'émulation politique est-elle faussée par l'engagement massif des hommes d'affaires dans le clan du pouvoir ? Pourquoi les hommes d'affaires se sont-ils toujours rangés du côté du régime dominant. Par opportunisme? Est-ce un autre "sens" des affaires ? Même s'ils sont parfois associés à la conspiration politique, les hommes d'affaires sont-ils toujours sceptiques quant aux projets politiques de l'Opposition ? Est-ce par pacte avec le Pouvoir ou simple résignation à son diktat que les patrons soutiennent-ils ? Y a-t-il enfin de la conviction, une communauté de destin entre les deux partenaires perpétuée par la stabilité politique? Autant de questions où les réponses ne sont pas tout à fait tranchées.

Les hommes d'affaires prennent aujourd'hui la mesure de leur poids politiques et entendent en tirer profit. C'est que le jeu politique est depuis des lustres asséché par l'engagement de l'opposition comparé au profit du parti au pouvoir, semble créer les analystes politiques. En effet, depuis le début de la démocratisation, l'opposition n'a jamais fait bonne recette chez les hommes d'affaires y perdant une grande opportunité de financement. Or, on ne peut faire de la politique sans en avoir les moyens. Les rares hommes d'affaires qui lui ont prêté main forte ont connu ou frôlé la banqueroute. Le désaveu des

hommes d'affaires pour l'opposition s'explique également par la confusion que celle-ci a entretenue entre le régime et cette classe sociale allant parfois jusqu'à l'accuser d'être à l'origine de la promiscuité et des malheurs de la plus grande frange des populations mauritaniennes. Même si ce n'est pas à la suite de redressements fiscaux, arme redoutable dont aurait pu user le pouvoir, la déperdition financière des hommes d'affaires de l'opposition s'explique le plus souvent parce que des portes se sont fermées à l'accès aux marchés publics, ce qui en dit long sur les sources de recettes de l'activité privée dans le pays. On ne coupe point une main qui vous nour-

rit dit le vieil adage. Ces dernières années d'ailleurs l'on a assisté au revirement opéré par les hommes d'affaires les plus téméraires dans leurs engagements politiques pour l'opposition. Certains d'entre eux, et peut être à juste titre, estiment que l'opposition n'a pas proposé de programme politique alternatif fédérateur et d'avoir assis sa lutte sur des questions de divergences parsonifiées. Pour ces rares hommes d'affaires, qui avaient franchi les interdits "mercantiles", l'échec de l'opposition à rassembler les mauritaniens, doublé de son étiolement en plusieurs petites formations, a servi de déclic pour retourner leurs vestons.

Les précédents politiques

Depuis la première élection présidentielle pluraliste de 1992, et l'engagement "naturel" des grandes fortunes au profit du pouvoir en place, certaines personnalités du monde des affaires avaient osé braver l'adversité politique du régime pour soutenir une opposition, forte à l'époque. Des noms d'hommes d'affaires et non des moindres comme feu H'Meïda Ould Bichraya, Ahmed Ould Hamza, Ould Sidi Badi ou encore Daria Bakari avaient choisi le camp de l'opposition qu'ils ont soutenu financièrement. Les motivations des hommes d'affaires de l'opposition n'étaient évidemment pas les mêmes. Si pour certains le engagement



politique à l'opposition était beaucoup plus une réaction de mécontentement par rapport à la guéguerre des hommes d'affaires de la place, il faut reconnaître que parmi eux certains, encouragés par le mobilisation issue de l'en-gagement démocratique, s'étaient engagés à l'opposition parce qu'ils étaient convaincus que l'alternance politique pouvait se faire. Pendant toute cette période, ils ont constitué des figures emblématiques de la contestation politique. Ils ont connu des fortunes diverses. Indéniablement l'UFD (Union des Forces Démocratiques), creuset de toute l'opposition qui a soutenu la candidature indépendante de Ahmed Ould Daddah en 1992, avait ainsi rassemblé, cette ère durant, les principales fortunes qui n'étaient pas dans le camp de la majorité présidentielle. Si feu H'Meïda Ould Bichraya, a fondé son parti le PCD, qu'il aurait racheté à Moulaye Ould Jiyid, qui en fut le secrétaire général; pendant de longues années les autres hommes d'affaires ont soutenu l'étan politique symbolisé par l'UFD

parce qu'ils croyaient soit en la personnalité de Ahmed Ould Daddah, soit en la justesse de l'alternance qu'il incarnait. Mais les luttes intestines qui ont abouti à la dissolution de l'UFD en plusieurs autres formations ont très vite ramené ces hommes d'affaires à l'évidence de la décomposition de l'opposition et du renforcement graduel mais certain du pouvoir issu de l'élection de 1992. Quelques années ont donc suffi pour émusser l'engagement politique de ces hommes d'affaires. Il semble même que l'opposition n'a jamais vraiment beaucoup compté sur ses hommes qu'elle soupçonnait de défection certaine. Ils lui surtout servi de sources de financement de certaines manifestations ponctuelles comme les meetings... L'infortune de ces hommes d'affaires qui se sont engagés avec l'opposition dissuade aujourd'hui d'autres de suivre leurs exemples.

Des riches qui continuent de s'enrichir

A l'opposé des hommes d'affaires de l'opposition ceux qui avaient, pour diverses raisons, soutenu le parti au pouvoir ne pouvaient espérer meilleur placement. S'ajoutent inter-



Système Bancaire :

On ne prête pas au pauvre

L'opposition incapable de convaincre ses électeurs de payer des cartes d'adhésion est confrontée à des difficultés de trésorerie patentes. Parent pauvre de la démocratisation, l'opposition insolvable ne pouvait prétendre aux crédits bancaires. L'opposition est même parfois non grata auprès des institutions de crédit. C'est d'ailleurs pour cette raison que les élections locales anticipées, qui lui garantissaient l'accès aux financements publics, au prorata de ses résultats, avaient été jugées comme une saine aubaine pour elle. Mais la faiblesse de sa présence à l'intérieur, malgré des élections qualifiées de transparentes, ne lui accorda que des miettes. Pourtant, admet-on, un premier cas qui n'a pas fait école a vu feu Sidi Mohamed Ould Abass, alors Pdg de la Bmci, prêter de l'argent à certaines formations de l'opposition pour leurs besoins de campagne. Face donc à l'impossibilité de financements locaux, l'opposition également interdite par la loi de recevoir de fonds de l'étranger, reste toujours pauvre.

certaines grosses fortunes semblaient acquis préalablement, il a également eu un effet d'entraînement sur bien d'autres initiatives. Mais ce sont certainement les premiers à soutenir la majorité présidentielle qui ont eu un retour rapide de l'ascenseur. Certains étaient même consultés en haute sphère sur des questions cruciales.

Le discours un peu gauchissant de l'opposition et l'approche libérale dictée par les institutions de Broton Woods, qui font du secteur privé la locomotive de développement du pays, ont très vite eu raison des scepticismes des premières années de la démocratisation où le pouvoir semblait être au banc des accusés pour certaines organisations internationales très actives sur l'échiquier politique mondial. Jusqu'en 1996 d'ailleurs, date des premiers accords de pêche quinquennaux avec l'Union Européenne, véritable ballon d'oxygène pour une économie étouffée, suivi en 1997 par l'établissement de relations bilatérales avec l'Etat hébreux, les hommes d'affaires proches du pouvoir avaient subi les contrepois de ses déconvenues politiques. Néanmoins, avec l'éclairci de l'an 2000, des trésoreries s'étaient déjà renflouées ou se s'étaient tout simplement construites par l'accès systématique aux marchés publics mais également aux retombées de la surexploitation des ressources naturelles comme le poisson. Les réformes financières successives plaçaient de fait les hommes d'affaires favorables au pouvoir devant des opportunités d'affaires insoupçonnées. Et ils en ont profité par parfois avec outrance. Des mesures favorables à l'émergence d'entreprises compétitives, notamment par le placement de rentes de l'exploitation du poisson à l'étranger, de l'ordre de 40% des recettes en devises, ont été initiées pour permettre à ces hommes d'affaires de pouvoir reconstituer des fonds. Tout cela avait évidemment un prix : l'engagement sans faille dans la politique du gouvernement. Plus même certains hommes d'affaires avaient mis la main à la tirelire pour soutenir les

Suite à la page 4

Affaires et Politique riment toujours!

écheances électorales de la majorité présidentielle. Si par le passé, ces hommes d'affaires contribuaient directement aux campagnes électorales en renflouant les caisses du parti au pouvoir, la dernière élection a montré que les hommes d'affaires

sont descendus sur le terrain pour battre campagne. C'est le nouveau phénomène des initiatives de soutien à candidature. Même s'il a été perçu comme un désaveu de la gestion des moyens financiers par le parti au Pouvoir, ce nouveau

phénomène de campagne est la preuve que les hommes d'affaires sont corps et fortunes avec le pouvoir en place. Pour ces hommes d'affaires "la stabilité garantie par le pouvoir actuel" est une "richesse inestimable pour tous les maurita-

niens". Mais même s'ils n'ont pas lésiné sur leurs moyens pour le succès de leur candidat favori, ils ont continué, dans cette course politique effrénée, d'engranger des fortunes faraïmeuses. Certaines de ces fortunes fraîchement bâties ap-

préhendent cyniquement d'ailleurs dans une sorte de dialectique que tout comme elles dépendent des "largesses de l'Etat", le pouvoir politique a également besoin du soutien qu'elles lui apportent.

Ce qu'en pense l'opposition

"Le pays est livré aux hommes d'affaires"

La Dépêche de Mauritanie: Partagez-vous l'impression que le jeu politique dans le pays est déphasé par l'engagement massif des Hommes d'Affaires au profit du parti au Pouvoir ?

Mohamed Ould Maouloud
Bien évidemment ! Parce que la compétition politique dans le système représentatif à l'Occident fait appel à des ressources matérielles importantes. Lorsque vous avez déjà un Pouvoir qui a le contrôle exclusif de l'Administration, une Administration formée et éduquée pour servir celui qui gouverne, lorsque vous avez en plus le contrôle total et exclusif des médias et qu'à cela le soutien pratiquement exclusif de l'ensemble des personnes susceptibles de dégager des ressources matérielles à un candidat, le déséquilibre ne peut être que total. C'est peut être là le mal congénital de la démocratie mauritanienne. Effectivement donc l'engagement de l'ensemble du patronat aux côtés du parti au Pouvoir ne laisse aucune chance à l'Opposition de pouvoir compter, elle ne dirait même pas à armes égales, mais de pouvoir compter tant soi peu de manière viable.

La Dépêche de Mauritanie: Comme tout engagement politique, celui des Hommes d'Affaires ne peut-il être considéré comme un libre choix ? D'ailleurs certains qui étaient à l'Opposition soutiennent qu'ils n'ont jamais été persécutés pour

leur engagement politique!

Mohamed Ould Maouloud
La dernière campagne électorale pour la présidentielle a justement été l'objet d'un débat au niveau du bureau de la confédération nationale du patronat mauritanien. La question du soutien au candidat au Pouvoir a été soulevée. L'un des membres du patronat avait proposé que le patronat soutienne la démocratie en soutenant tous les candidats ; de réunir une somme d'argent et qu'au lieu que cette somme soit versée dans une seule corbeille, qu'elle bénéficie à tous les candidats suivant une clef de répartition pour montrer que le patronat soutient la démocratie et non un candidat ou seul parti. Cette proposition n'a pas été retenue, non pas parce que les patrons ont décidé en âme et conscience mais parce qu'ils l'ont décidé suivant une certaine comptabilité qui tient compte de leurs intérêts. Ils craignent les représailles du Pouvoir. Personne donc n'ose mettre en péril sa petite entreprise. Voilà pourquoi les gens que nous avons contacté nous disent qu'ils ne se sont pas attendus à ce qu'il y ait des consignes ou des ordres écrits publics. Il y a un chantage tacite. En somme le message est le suivant "vous êtes libres de choisir le côté que vous voulez mais vous risquez de ne pas être retenus pour tel marché". Je pense contrairement à ce que vous dites qu'il y a des hommes d'affaires qui ont été cassés. Je pense que

c'est un système répandu en Afrique. C'est un système d'organisation politique. Ceux qui ont le Pouvoir ont un accord tacite avec ceux qui ont l'argent et cet accord prévoit que la gestion de la chose publique est faite de manière à toujours compenser les "sacrifices" consentis par les Hommes d'Affaires. Ce système fonctionne. Je puis même dire plus ; pour le corrigier ce n'est pas l'affaire d'un parti ou l'affaire d'une expérience démocratique particulière. C'est un travail de longue haleine parce que la tentation est très forte au niveau de l'ensemble des partis qui accèdent au Pouvoir pour perpétuer cette pratique.

La Dépêche de Mauritanie: Vous venez d'évoquer un système où vous accusez les Hommes d'Affaires de complicité avec le Pouvoir. Eux accusent l'Opposition d'un discours gauchisant. Parfois l'Opposition accuse les Hommes d'Affaires d'être à l'origine de la promiscuité de grandes franges de la population.

Mohamed Ould Maouloud: Non, Nous sommes très conscients...

La Dépêche de Mauritanie: Pourtant vous avez évoqué l'existence de ce système de complicité!

Mohamed Ould Maouloud: Je pense que l'Etat doit avoir un rôle régulateur pour que le développement du pays se fasse de la manière la plus efficace possible et la plus bé-

néfique pour la majorité qui est donc la plus durable. Il ne pas pour nous de dire que l'Etat doit être au service exclusivement des plus pauvres. Cela ne peut pas marcher comme il ne doit être au service des plus riches comme cela se passe actuellement en grande partie. Vous n'avez qu'à voir les grandes fédérations qui soumettent les consommateurs à des mesures qui n'ont aucun caractère légal et qui sont pourtant avalisées par les autorités publiques en dehors de tout cadre légal. Comment appelleriez-vous cela ? Lorsque vous avez des propriétaires de voitures, des usagers, des commerçants qui dans leurs recours au transport sont soumis à des taxes qui ne sont pas destinées au trésor public. Des taxes qui ne bénéficient pas à la communauté nationale mais profitent à un groupe d'Hommes d'Affaires. Où est-ce que cela se passe dans le monde aujourd'hui ? Cela avait lieu pendant les régimes féodaux où des charges publiques étaient concédées comme le péage, la douane... Mais nous ne pouvons penser qu'au 21ème siècle on en abuse. Il est inconcevable que chaque concitoyen veuille construire une maison avec du sable et du coquillage que la nature nous a offerts, il doit payer 5 ou 10.000 ouguiyas à la fédération nationale des transports. En échange de quel service ? Rien du tout.



Il y a une connivence très claire. Vous avez même une impuissance des ministres à redresser une situation qu'ils savent tout à fait inique. Là il y a un manquement manifeste au devoir national du gouvernement.

Je peux donner un autre exemple de l'absence de rôle régulateur de l'Etat dans le cas des boulangeries. Tous leurs droits doivent être protégés mais dans les limites de la préservation des droits du consommateur. Or, ce dernier aspect est ignoré. Seul est pris en considération l'intérêt des boulangers. Il y a beaucoup de cas où le consommateur est livré poings et pieds liés aux disubuteurs. Ce ne sont que des exemples. Pour que l'Etat fonctionne normalement, avec des problèmes que l'on peut régler convenablement, à l'avantage de tous, il faut que l'Etat joue son rôle de régulateur ; il est un peu comme l'agent de police dans un carrefour qui ne doit pas s'attendre à ce que les automobilistes organisent, chacun d'entre, la